

## **En Irlande, le prolétariat paie la crise après avoir payé pour la prospérité**

### **L'Irlande dans la tourmente, emportée par ses banques**

Malgré plusieurs années de budget d'austérité, la République d'Irlande se voit emportée dans la même tempête que celle qui a touché la Grèce au printemps 2010. Le coût faramineux du sauvetage des banques irlandaises, en particulier l'Anlo Irish Bank, nationalisée et recapitalisée à plusieurs reprises ont enfoncé le budget dans un déficit prévu à 32 % ! En quelque sorte la même spirale infernale s'enclenche, augmentation des taux d'intérêts, liée à la dégradation de la note, spéculation effrénée autour de la dette souveraine, phénomène qui n'a été que calmé en mars, avril. Outre l'Irlande, le Portugal, l'Espagne, l'Italie et la Belgique se trouvent sous le feu de ces attaques.

Fin novembre, le gouvernement du Fianna Fail en alliance avec les Verts, dirigé par Cowen, en appelle à l'aide européenne, rendue impérative par le risque qui pèse sur l'euro, mais aussi le degré d'exposition des banques allemandes et britanniques à la dette irlandaise. Commissaires européens, envoyés du FMI et autres représentants de la banque centrale européenne se rendent au chevet du malade, en appliquant le remède universel, la saignée ! Le bon élève rejoint le cancre. Les effets économiques de cette politique seront strictement les mêmes qu'en Grèce, alors que d'ores et déjà la situation est catastrophique, avec une croissance du PIB de - 7,6 % pour 2009, un effondrement des investissements, pour l'essentiel en provenance de l'étranger, -31 % pour 2009 et - 30 % attendus pour 2010, la cure risque d'achever le malade.

C'est bien entendu au prolétariat irlandais que le gouvernement irlandais présente la note ! Sous la forme du troisième budget d'austérité consécutif ! Tandis que le taux d'imposition des entreprises, un des plus bas d'Europe est maintenu à 12,5 %, « *Parmi les économies prévues, les dépenses sociales baisseront de 2,8 milliards d'euros d'ici à 2014. Ainsi, les allocations familiales seront réduites de 10 % tandis que l'âge de départ à la retraite sera porté à 66 ans en 2014, 67 en 2021 et 68 ans en 2028. Parallèlement, 24 750 emplois publics seront supprimés, pour revenir au niveau de 2005. En outre, le salaire horaire minimum sera abaissé de 8,65 à 7,65 euros. Du côté des revenus supplémentaires, le taux de TVA doit augmenter de 21 % à 22 % en 2013, puis à 23 % en 2014, dans le but de lever 620 millions d'euros.* » (Reuters)

Le gouvernement usé jusqu'à la corde, a toutefois réussi à faire adopter ce budget à partir du 7 décembre, et en dernière lecture le 22 janvier, même s'il a dû démissionner, manquant du soutien des verts qui composent la coalition avec le Fianna Fail, et surtout à cause de la crise qui couve dans le parti nationaliste. Les élections législatives sont donc prévues pour le 11 mars . Il a cependant pu compter jusqu'au bout sur la collaboration du mouvement ouvrier irlandais. Pour autant la situation est telle que la politique de collaboration et de prise en charge assumée de la politique qui consiste à faire payer la crise aux masses, commence à être réellement difficile à porter.

### **Le prolétariat et la jeunesse d'Irlande rejettent le nouveau plan, mais ne trouvent pas l'issue face à la politique des appareils du mouvement ouvrier**

Le 3 novembre a eu lieu à Dublin une manifestation nationale d'étudiants, et pour cause, le nouveau budget signifie le quasi-doublement des droits d'inscriptions dans les collèges universitaires (de 1800 à 3 000 euros). Entre 25 0 000 et 40 000 étudiants ont alors convergé dans la capitale, à l'appel de l'USI (syndicat des étudiants d'Irlande). Toutefois, le mot d'ordre central promu par l'appareil du syndicat était « Education, no Emigration », qui s'il renvoie à une réalité, (le coût des droits d'inscriptions dissuade les jeunes de s'inscrire, et devant le développement du chômage, ils tentent, comme bien souvent dans l'histoire de ce pays, l'aventure de l'émigration) n'en demeure pas moins inoffensif ! Aucun mot d'ordre sur le retrait du projet de budget, et manifestation qui tourne dans les rues de la ville. Précisément c'est ce dispositif qui a été brisé par plusieurs dizaines d'étudiants qui ont réussi à franchir le service d'ordre syndical puis se sont affrontés avec la police et finalement à se diriger vers le ministère des finances. Fait significatif, annonçant le déroulement des manifestations à Londres, et dont la presse s'est peu fait l'écho, mais qui sur place a été condamné en ces termes par l'Irish Times « violences destructrices et antisociales ».

Le 4 novembre, le gouvernement annonçait la distribution aux nécessiteux de 52 tonnes de fromage pour Noël, afin de tenter d'atténuer l'annonce de son budget. Au contraire de l'effet prévu, cette déclaration a provoqué un véritable cheesagate et discrédité encore plus le gouvernement.

Après une première manifestation le 29 septembre, l'ICTU, la confédération syndicale irlandaise appelait à une nouvelle manifestation le 27 novembre présentée comme celle de l'ultime chance d'obtenir du gouvernement qu'il s'y prenne d'une façon plus juste « there is a better, fairer way ». Appelée un samedi, cette manifestation a rassemblé entre 50 000 et 100 000 manifestants à Dublin, où le cortège s'est dirigé vers la poste centrale, symbole de l'insurrection manquée de 1916, tout en évitant soigneusement de passer devant un ministère. Le cadre politique ainsi défini était d'une totale innocuité pour le pouvoir vermoulu et l'assemblée en charge d'adopter le budget. Pour autant, l'accueil réservé aux

dirigeants syndicaux fut glacial, et une partie des manifestants fut même hostile en s'adressant au président de l'ICTU aux cris de « O'Connor descend de la tribune ! ».

Quoique sous des formes diverses le rejet de la politique des appareils syndicaux s'exprime, jusqu'à maintenant elle n'a pas trouvé de formule positive, permettant de dresser une issue, une perspective. L'objectif du retrait du projet de budget n'a pas clairement été exprimé par une force politique conséquente, ou n'a pas surgit au point qu'il ait été imposé aux directions de l'USI ou de l'ICTU. En conséquence le Dail, parlement irlandais, a été protégé, et d'une certaine manière cette manifestation du 27 novembre, s'opposait de fait à la réalisation d'une manifestation centrale et nationale contre le Dail et les députés notamment du Fianna Fail, et verts qui constituaient le soutien de la coalition gouvernementale. Dans ces conditions, il faut caractériser les déclarations du dirigeant de la fédération des cadres et ingénieurs (TEUU) Eamon DEvoy, comme une manœuvre. Il menaçait le gouvernement d'une campagne de désobéissance civile si de nouvelles élections n'étaient pas ordonnées. Le 23 novembre, Brian Cowen annonçait qu'il provoquerait des élections en janvier, après le vote du budget. Il s'agissait pour un gouvernement qui bénéficie de 11 % de bonnes opinions d'après les sondages, d'ouvrir une soupape pour l'immédiat et lui permettre de faire passer tout de suite le budget et de remettre le pouvoir à la coalition de rechange Fine Gael/Labour. Dès lors les organisations syndicales qui prévenaient le gouvernement de la possibilité de troubles sociaux relâchaient la pression. Durant les semaines qu'ont duré les discussions au parlement, et malgré les protestations verbales d'une partie du Fianna Fail et des verts, rien n'est venu entraver la nouvelle ponction. Au lendemain du vote, les verts ont fait tomber le gouvernement, soit disant en désaccord avec le gouvernement. Les élections sont fixées au 11 mars et elles ont pour but de transmettre le pouvoir à la coalition alternative, qui s'est engagée à respecter les termes du budget et les accords avec le FMI et l'UE.

En effet, le Labour party a d'ores et déjà prévenu et répété au prolétariat irlandais qu'il ne reviendrait pas sur le plan prévu par le gouvernement, même s'il était susceptible de renégocier certains points des exigences de l'Union Européenne, prétendant que 4.5 milliards d'euros de coupes dans le budget seraient suffisants au lieu des 6 prévus par le gouvernement. Les partis d'opposition, Labour compris, ont été reçus par les émissaires européens. Alors que le bruit courait dans Dublin, qu'il serait « proposé » à l'Irlande de rembourser les 85 milliards d'euros du « sauvetage » européen au taux usuraire de 6.7 %, « Eamon Gilmore, dirigeant du Parti travailliste (opposition), a jugé "très inquiétant" une information de la chaîne publique RTE selon laquelle le taux d'intérêt des 85 milliards d'euros de prêts pourrait atteindre 6,7%.

« Si c'est vrai, ce serait une capitulation consternante du gouvernement. Et une trahison des principes fondateurs de l'Union européenne », a-t-il dit lors d'une conférence du Labour ». (Les Echos) Les principes fondateurs de l'UE sont très appréciés en Irlande comme le rappelle l'issue du référendum de 2008 !

Il ne faut donc pas s'étonner des résultats de l'élection partielle qui a eu lieu dans le Donnegal, certes le Fianna Fail a été battu, mais par le Sinn Fein, une autre branche nationaliste qui a un discours plus radical que les autres et surtout que le Labour.

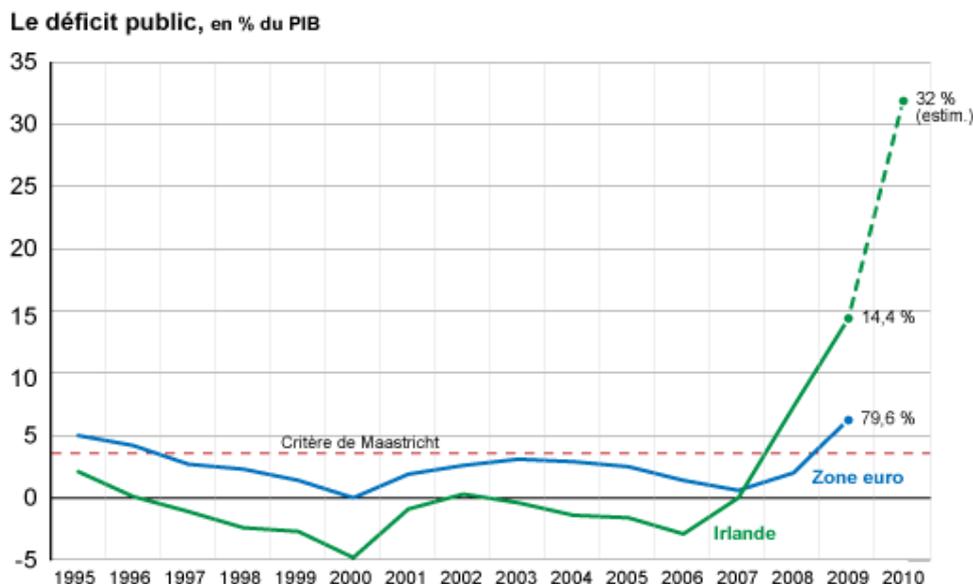
De fait la question centrale, celle qui ordonne tout, c'est bien la question du paiement de la dette ! dette purement et simplement contractée pour renflouer les banques irlandaises !

---

### La question politique cruciale, qui paie la crise ?

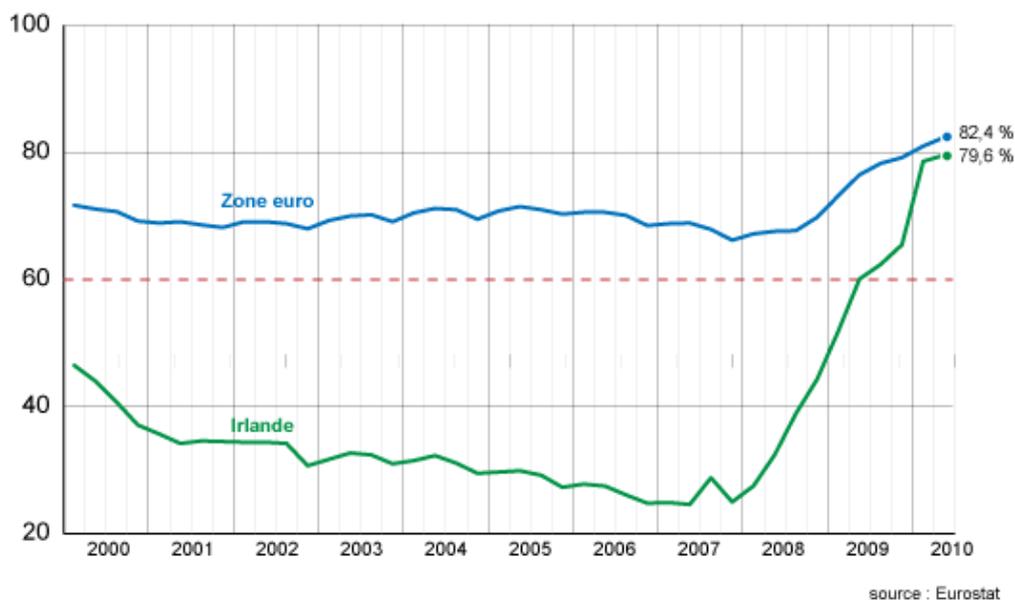
---

Nulle part ailleurs peut être ne s'exprime aujourd'hui aussi clairement cette question qu'en Irlande ! En effet, avant 2007 le budget était excédentaire et la dette une des plus basses en Europe.



source : Eurostat

### La dette publique trimestrielle, en % du PIB



La dette a presque triplé depuis 2007, et le déficit a connu une croissance considérable. La somme entière, presque 50 milliards a été utilisée à renflouer les principales banques. Selon Libération : « A quoi vont servir les 85 milliards d'euros? Cela devrait permettre aux banques irlandaises d'augmenter leurs réserves de capitaux, actuellement de 8%, à 10,5% minimum, voire 12%. L'objectif de cette recapitalisation: rassurer les marchés sur la santé du système bancaire de l'île, dévasté par l'explosion d'une bulle immobilière, et dissiper les craintes d'une contagion à d'autres pays de la zone euro (Portugal, Espagne). L'Irlande devrait également accepter d'augmenter ses participations dans deux des banques les plus touchées par la crise, Allied Irish Bank (AIB) et Bank of Ireland. Selon les médias irlandais, l'Etat va prendre le contrôle de 99,9% du capital d'AIB et devenir l'actionnaire majoritaire de la Bank of Ireland, dont il détient jusqu'à présent 36% du capital. » Le reste de la somme sera employée à combler les besoins immédiats de fonctionnement du gouvernement.

Un article publié par Le Monde (26/11) décrit en ces termes le fonctionnement du secteur bancaire, au cœur du miracle économique irlandais :

*« Les élites bancaires se sont trouvées au coeur de la transformation d'une nation rurale et bigote en un prodigieux laboratoire du secteur tertiaire. Mais comme l'atteste la déconfiture économique de l'île d'Emeraude, les " affaires " ont fini par rattraper un monde financier de mèche avec les promoteurs immobiliers et les milieux politiques. Un triangle toxique...*

*" Méfiez-vous des grosses banques de petits pays qui, privées de marché local digne de ce nom, se sentent tout naturellement obligées de croître au-delà de leur base de départ en prenant des risques... " : comme l'indique un opérateur de la City, le naufrage irlandais incarne jusqu'à la caricature la folle course à la taille des banques locales.*

*Le miracle de l'Eire Comme en Belgique, en Islande ou en Ecosse, le secteur financier irlandais est organisé en oligopole. Trois grandes banques de détail (Bank of Ireland, Allied Irish Banks et l'Anglo Irish Bank), ainsi que deux caisses hypothécaires se partagent l'essentiel d'un marché domestique de 4,4 millions d'âmes.*

*Que faire de cet argent qui afflue subitement dans les coffres à la fin des années 1990, conséquence de l'élévation du niveau de vie et d'une santé économique de cheval ? Une politique fiscale audacieuse, en particulier l'impôt bas sur les sociétés qui attire les entreprises étrangères, une place financière en plein essor spécialisée dans l'administration des hedge funds et une main-d'œuvre formée et bon marché alimentent le miracle de l'Eire.*

*Pour les banques à la recherche de placements hautement rémunérateurs pour cette manne, la solution est évidente : investir massivement dans l'immobilier, surtout commercial et de bureaux. Les établissements dublinois financent les yeux fermés promoteurs et entreprises du BTP. Parallèlement, les ménages, certains pas toujours solvables, se voient offrir des prêts hypothécaires à 100 %, voire au-delà, sans même qu'un bulletin de salaire leur soit réclamé.*

*A la tête des banques, une nouvelle génération de dirigeants mégalomanes a remplacé les banquiers prudents à l'ancienne. Trop petite pour eux, l'Irlande : il leur faut le Royaume-Uni, l'Amérique, l'Asie ! On ouvre des succursales luxueuses dans tous les recoins du globe. Tant que le versement de gros dividendes est assuré, les actionnaires ne trouvent rien à redire aux anomalies des bilans, aux primes de fin d'année mirifiques, au train de vie fastueux des seigneurs de l'argent.*

*Par ailleurs, à l'intérieur des banques, le népotisme est la règle. Les principes de bonne gestion sont allégrement bafoués. La caste au sommet emprunte au nez et à la barbe des commissaires aux comptes des dizaines de millions d'euros pour financer l'achat de manoirs, yachts ou voitures de sport.*

*Clientélisme, renvoi d'ascenseur et magouilles Comment expliquer de tels dérapages, dignes d'une république*

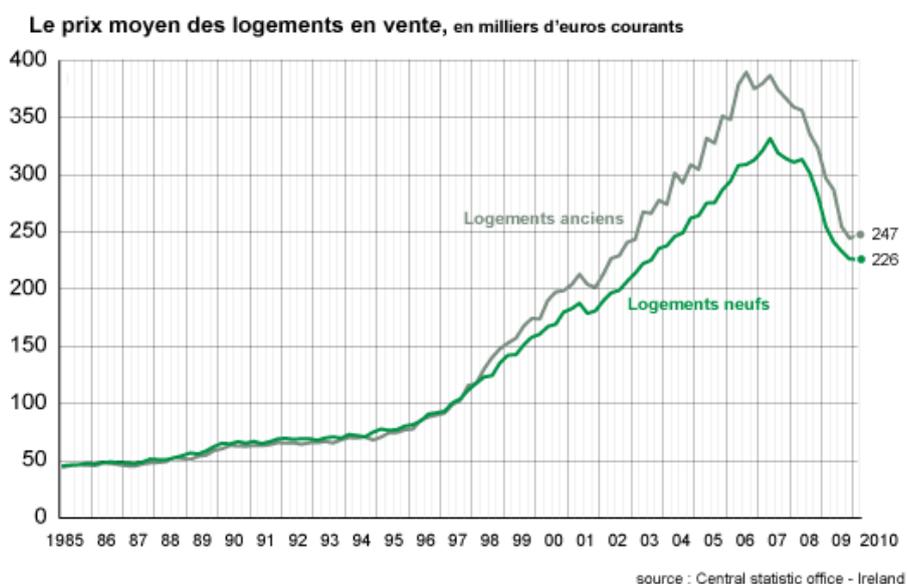
bananière ? Tout d'abord, dans ce mouchoir de poche où tous les décideurs se connaissent, la nomenklatura financière vit en complète symbiose avec le monde politique et les industriels de la truelle.

Depuis l'indépendance, en 1921, la vie publique est dominée par deux grands partis, le Fianna Fail et le Fine Gael, qui se situent... au centre. Sur les questions économiques, il n'existe aucune divergence de fond. Le clientélisme, le renvoi d'ascenseur et les magouilles sont la norme. Parlementaires, financiers et magnats de la construction fréquentent les mêmes clubs de golf ou les cercles hippiques et s'entendent comme larrons en foire.

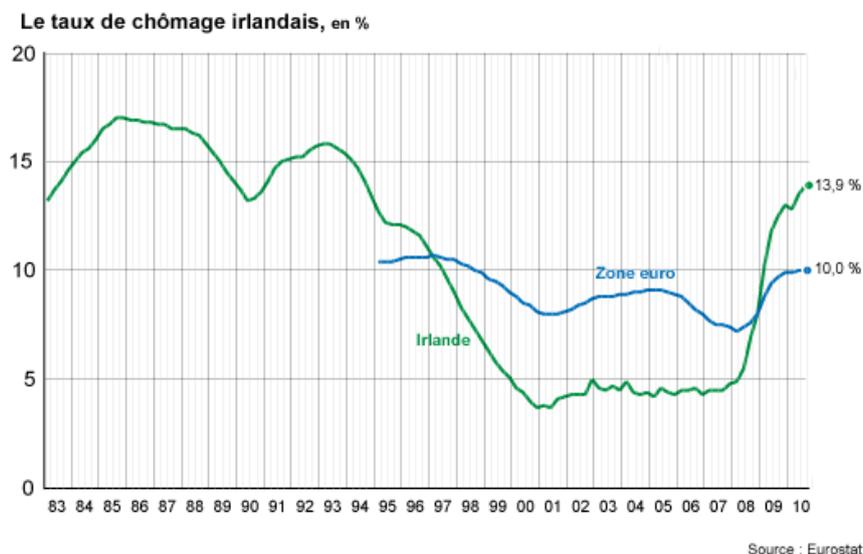
Ce lien ombilical explique que, à l'automne 2008, Brian Goggin, de la Bank of Ireland, et Eugene Sheehy, d'Allied Irish Banks, parviennent à imposer au nouveau ministre des finances, Brian Lenihan, d'offrir une protection à 100 % des dépôts bancaires comme des prêts vérolés. Cette décision ne fera qu'empirer les choses.

A ce jour, malgré les malversations avérées, aucun banquier n'a été mis sous les verrous. Les promoteurs au cœur du scandale ont pu émigrer en toute impunité. D'autres ont transféré à leur épouse la propriété des biens mal acquis pour mettre ceux-ci à l'abri d'éventuelles saisies. " Ce pays reste clanique, quasi mafieux. Le pouvoir est patrimonial ", s'indigne un observateur, effaré par l'inertie de la justice et de la police. En clair, aux yeux des banquiers, si le système financier a capoté, c'est la faute à la crise de confiance, aux bâtisseurs requins, aux investisseurs cupides... Pas la leur. »

La spéculation immobilière étant là encore un des facteurs explosifs du développement de la crise, le prix des logements s'est littéralement envolé au milieu des années 90 pour culminer courant 2005-2006, avant de connaître le même sort qu'aux Etats-Unis ou en Espagne.



Sauvetage des banques, maintien de l'impôt sur les sociétés à 12.5 % et d'autre part violence des attaques anti-ouvrières, tandis que l'augmentation du chômage est galopante.



Ainsi, la question centrale est bien qui paie la crise ? Derrière le gouvernement l'ensemble des forces politiques répondent en chœur, chacune à leur manière, des partis bourgeois nationalistes, au Labour, ou aux dirigeants de l'ICTU, même s'ils réclament que le prolétariat paie d'une autre manière, ou de faire reposer un peu différemment la dépense.

Pour autant c'est la continuité d'une politique qui a consisté depuis des décennies à faire payer au prolétariat : au nom de la prospérité, puis au nom de la crise !

---

### Une politique de prise en charge des intérêts de la bourgeoisie, de longue date

---

Depuis 1987, la direction de l'ICTU est entrée dans une politique de collaboration avec les différents gouvernements qui est institutionnalisée, c'est le partenariat social. Inaugurée à l'occasion d'une crise budgétaire, cette politique permit au gouvernement d'obtenir la signature de l'ICTU au bas d'un plan de redressement national, valable pour trois ans. Selon P. Joannon, « *Au terme de cet accord triennal, le gouvernement s'engageait à stabiliser la situation monétaire et fiscale, à réduire les impôts, les syndicats à modérer leurs revendications salariales, le patronat à maintenir les emplois existants et créer des emplois nouveaux* ». On le constate, un accord entièrement favorable au patronat. Cette politique s'est poursuivie dans les années suivantes, avec le Programme pour le progrès économique et social (1991-1993), le Programme pour la compétitivité et l'emploi (1994-1997), Partenariat 2000, (1998-2000), et le Programme pour la prospérité et l'équité (2000-2002). Selon un économiste irlandais, Ray Mac Sharry, décrivant le boom du « tigre celtique » : « *en vérité le partenariat social doit être considéré comme le couronnement de la réussite économique du Tigre celtique* ». Bref, cette capitulation permanente des organisations syndicales sur les salaires et la fiscalité est la condition nécessaire du développement de l'économie en Irlande dans les années 90 et 2000, et aussi la précondition du développement de la crise qui la frappe aujourd'hui !

C'est avec la même méthode que le gouvernement de Brian Cowen a pu aborder la crise, en s'appuyant sur le partenariat social, pour faire avaliser les mesures de baisse des salaires, les coupes budgétaires par l'accord de l'ICTU et de sa fédération de la fonction public, « Impact ».

En novembre 2008, le projet de budget a été préparé par un accord transitoire sur les salaires, lui-même faisant partie d'une deuxième étape d'un pacte social « towards 2016 », cet accord prévoit une augmentation des salaires de 6 % sur 21 mois... qui se soldait dans l'immédiat par des gels des salaires ! Un gel pour trois mois dans le secteur privé, et des augmentations renvoyées à plus tard, avec cependant une clause « inability to pay » permettant aux entreprises de déroger à l'accord général en fonction de leur situation. Pour les fonctionnaires, l'accord se traduisait par un gel des salaires sur 11 mois. Les dirigeants syndicaux pouvaient encore se draper dans la promesse d'augmentations futures pour accepter le gel des salaires. Bien entendu un tel plan ne pouvait nullement permettre à la bourgeoisie irlandaise de faire face à la situation.

En catastrophe, en avril 2009, un « budget d'urgence » venait rectifier amputer celui qui venait à peine d'être adopté de 3 milliards d'euros. Victimes expiatoires, les fonctionnaires bien entendu ! Les premières baisses de salaires, de 7 %. Le plan augmente alors la fiscalité sur les particuliers. Quoique la fédération de fonctionnaire « impact » ait accepté le principe de cette mesure, la direction de l'ICTU rompait les discussions avec le gouvernement. La fédération patronale IBEC, quant à elle donnait le mot d'ordre de la baisse des salaires dans le secteur privé. Pour autant cette rupture de façade ne dura pas, l'ICTU revint à la table des négociations, pour la préparation du budget 2010. Ce projet de budget prévoyait de nouvelles coupes à hauteur de 4 milliards d'euros, dont un milliard dans la masse salariale de la fonction publique. Le 24 novembre 250 000 fonctionnaires étaient en grève. Cependant l'appel à une nouvelle journée de grève le 3 décembre était retiré in extremis, au nom de potentielles avancées sur les propositions des syndicats. Le secrétaire général d'Impact proposait son plan d'économies : 12 jours de congés payés transformés en congés sans solde, un plan de modernisation de la fonction publique permettant le transfert des fonctionnaires d'un service à un autre, une gestion plus flexible des ressources humaines, l'aménagement des horaires d'ouvertures... Mais c'est le gouvernement qui a pris l'initiative de la nouvelle rupture le 4 décembre 2009, appuyé sur le renoncement à la grève et ces propositions, en dénonçant l'accord de novembre 2008, après les gels des salaires, il serait entré dans la phase des augmentations salariales. De son côté l'IBEC suivait pour le privé la même politique, dès le 23 décembre.

Le 9 décembre le projet de budget était présenté par le ministre des finances, Brian Lenihan. Une nouvelle baisse des salaires de 5 à 15 % des salaires des fonctionnaires selon les tranches de revenus, nouvelles conditions de retraite pour les nouveaux entrants dans la fonction publique, 760 millions d'euros de coupes dans les prestations sociales. Les syndicats de la fonction publique décident alors de mener une campagne, à compter du 19 janvier 2010, destinée à « causer le maximum de dégâts auprès du management », sans pour autant léser les usagers du service public : refus des heures supplémentaires, grèves du zèle... En février et mars, les syndicats de l'enseignement ont appelé à la fermeture d'écoles, tandis que dans le secteur de la santé des arrêts de travail de deux heures ont eu lieu pendant 4 semaines. C'est par la commission des relations sociales, organisme d'Etat mis en place dès 1946 que les discussions entre syndicats et gouvernement reprirent en mars 2010. Les négociations ont abouti le 31 mars 2010 sur les accords dits de Croke Park, reprenant l'essentiel des propositions des directions syndicales de novembre 2009.

Ces accords sont un véritable nouveau coup porté aux fonctionnaires ! Réduction des effectifs, notamment dans le service national de santé et l'enseignement, avec un moratoire sur le recrutement et la promotion, et il est aussi prévu des départs volontaires, en « contrepartie » le gouvernement s'engage à ne procéder à aucun licenciement, puisqu'il n'en a pas réellement besoin. En conséquence il est prévu de redéployer les agents au sein des différents services, selon les besoins. La promotion au mérite est généralisée, de façon à stimuler la productivité. Des discussions sont prévues autour du nouveau régime de retraite, la mise en place d'une commission chargée du suivi de l'application des réformes, avec 3 représentants du ministère et trois pour Public Service Comitee de l'ICTU. En échange de la promesse de ne pas faire de nouvelles baisses de salaires jusqu'à 2014, les organisations syndicales renoncent à la grève pour toute la période sur les

questions qui font l'objet de l'accord. Une capitulation en rase campagne. Mais l'accord doit alors être ratifié, et c'est moins aisé que de signer avec le gouvernement. D'importants syndicats comme le TUI (enseignants du premier degré), ou l'INMO dans le secteur de la santé le rejettent à 65 %. Malgré la résistance des fonctionnaires qui s'est exprimée jusque dans certains des plus importants syndicats, l'accord est finalement ratifié en juillet.

Dans le secteur privé, un accord est signé entre l'IBEC et l'ICTU, le 24 mars 2010. Il préconise la négociation au niveau des entreprises, les « deux parties » s'engagent à éviter toute grève, à résoudre les conflits sociaux, encouragent leurs membres à respecter les accords collectifs... bref, l'ICTU s'engage à se soumettre totalement aux intérêts du patronat irlandais. Le terme de ce protocole a été fixé à novembre 2010, où les négociations générales, jusque là interrompues doivent reprendre.

Les directions des organisations syndicales, confédérale et fédérales ont tout fait pour permettre au gouvernement d'appliquer ses différents plans de rigueur depuis 2008. Pour autant les nécessités du capitalisme en crise n'ont guère permis de récompenser la « responsabilité » des dirigeants syndicaux. Devant les développements de la crise bancaire, l'Anglo Irish Bank ne s'est pas relevée durant l'année 2010, devant la profonde dépression économique, non seulement le déficit n'a pu être comblé, mais il s'est développé de façon totalement incontrôlable jusqu'à rendre la situation totalement inextricable. La politique menée par les directions syndicales n'a consisté qu'à faire le lit des nouvelles exigences du capital, qui dans sa course à l'abîme exige de nouvelles coupes, de nouvelles profondes dégradations de la situation des masses. La voie choisie par les dirigeants du mouvement ouvrier irlandais est celle qui mène à la barbarie. De nouveau les Irlandais comme aux plus noires heures de leur histoire ont pris le chemin de l'émigration !

---

### Quelle issue politique ?

---

Il ne peut y avoir d'issue à la politique qui consiste à faire payer les masses sans imposer de rupture aux organisations issues du mouvement ouvrier, partis et syndicats.

Pour ce qui concerne l'ICTU et ses fédérations, il s'agit d'imposer aux directions une rupture politique avec le gouvernement, ce qui permettrait d'engager l'affrontement. Une occasion importante avec l'adoption du budget a été dilapidée. Pour autant la politique de cogestion des intérêts de la bourgeoisie, des accords du type de celui de Croke Park doit être stoppée. Les accords doivent être dénoncés ! Et le gouvernement qui sera issu des élections du 11 mars ne doit pouvoir compter sur la poursuite du « dialogue social » qui ruine le prolétariat et la jeunesse d'Irlande.

Les élections qui auront lieu le 11 mars bouchent momentanément les perspectives. Or si le prolétariat irlandais est excédé par le gouvernement Cowen (Fianna Fail-verts), il est notable que pour le moment les élections ne dégagent aucune perspective politique ! Aucune force politique n'ouvre de perspective, et bien entendu certainement pas celles issues du mouvement ouvrier, principalement le Labour, et l'ULA, United Left Alliance.

Le Labour Party, qui s'est prononcé quant à lui dès avant les élections pour le plan de rigueur, tout en jouant des manches au parlement, se présente en coalition avec le Finne Gael. Il ne peut y avoir d'issue positive dans cette alliance. Il s'agit donc d'exiger à la fois que le Labour Party rompe avec le Finne Gael, présente des candidats dans chaque circonscription, et dénonce les accords passés par le gouvernement avec l'Union Européenne et le FMI, et s'engage à abroger le budget 2011. Bien entendu cette politique ne sera pas menée spontanément par le Labour, engagée depuis des décennies dans la coalition avec le Finne Gael, à qui il sert de prothèse électorale.

Peut-on compter sur l'ULA (United Left Alliance) formée depuis le mois de novembre par le Socialist Party et le Socialist Workers Party ? Ces deux courants qui se réclament du « trotskysme » représentent en réalité l'extrême gauche. Ils ne mènent aucune politique de Front Unique. Ainsi, leur attitude commune vis-à-vis de l'ICTU au moment décisif du vote du budget de la mobilisation du potentielle du prolétariat et de la jeunesse irlandais, n'a jamais été de remettre en cause la politique de la direction syndicale. A aucun moment l'ULA n'a proposé autre chose qu'une grève de 24 heures, et encore n'était-ce pas clairement sur le mot d'ordre de centraliser le combat contre le budget, mais des grandes déclarations sur le pillage et la dette. De fait c'est une alliance électorale dont le but est de dénoncer la politique du Labour, mais sans ouvrir aucune perspective, pour une coalition qui ne dépassera sans doute guère une poignée de voix au premier tour.

Au-delà de la question des élections, il est nécessaire pour la jeunesse et le prolétariat irlandais de construire un parti ouvrier révolutionnaire dont les éléments peuvent se dégager dans les lutte de classes que la situation qui leur est réservée par la bourgeoisie ne manqueront pas de faire surgir à nouveau. Seul un parti ouvrier révolutionnaire, menant une politique de front unique, peut poser la question centrale du refus du remboursement de la dette, de l'expropriation des banques sous le contrôle de leurs salariés, sans quoi l'hémorragie budgétaire ne peut que continuer indéfiniment, sur ces bases il sera possible de revenir sur les différents plans d'austérité qui frappent de plein fouet la population irlandaise.

---

### La question d'Irlande

---

Dans ce cadre pourront être résolues les questions démocratiques qui traversent encore la société irlandaise, à commencer par la question nationale. Les méthodes des mouvements nationalistes irlandais, notamment le Fianna Fail, mais aussi le Sin Fein, l'IRA n'ont permis d'obtenir la pleine indépendance de l'Irlande en 1921. Malgré l'intervention décisive du mouvement ouvrier irlandais dont les leaders étaient Larkin et Connolly au début du siècle, c'est bien le nationalisme petit-bourgeois qui a chapeauté le mouvement révolutionnaire vers l'indépendance. Ils ont ainsi sacrifié

l'Irlande du Nord à l'unité, où l'impérialisme britannique appuyé sur une population protestante arc-boutée sur ses privilèges et un régime discriminatoire envers la paysannerie et le prolétariat catholique dans un véritable régime colonial, s'est maintenu malgré l'insurrection de la population catholique en 1968. Trente ans après ce soulèvement, le parlement de Stormont à Belfast a été remis en place, par les accords dits du vendredi saint, consacrant l'existence de l'Irlande du Nord, et la ségrégation des populations catholiques et protestantes dans la province. La plaie de la division de l'Irlande reste donc ouverte, même si depuis une décennie la situation semble stabilisée. Le mouvement révolutionnaire du prolétariat irlandais ne manquerait pas de raviver cette question, d'autant que le gouvernement britannique mène une politique strictement équivalente ! les intérêts communs des classes ouvrières dépasseraient alors le cadre des divisions nationales et religieuses.

Enfin, en République d'Irlande même, les séquelles de l'ère coloniale se font encore sentir ! La persécution du catholicisme durant des siècles par l'Empire britannique a fait que la cause nationale s'est identifiée largement avec le catholicisme. En 1921 la République d'Irlande a adopté le catholicisme comme religion d'Etat, avec son cortège d'obscurantisme dans la vie sociale et intellectuelle, (censure, enseignement, divorce, avortement, pensionnats prisons pour les filles-mères). C'est une tâche démocratique essentielle que de mener au fer la séparation de l'Eglise et de l'Etat, et adopter toute une série de lois découlant de cette situation.

De fait, tout comme la situation économique de la République d'Irlande, ne peut être résolue dans le cadre de la seule Irlande, la résolution de la question nationale doit prendre place dans le cadre des Etats-Unis socialistes d'Europe. Tant pour dépasser la question de l'opposition entre « protestants » et « catholiques » dans quelques comtés de l'Ulster, en rapprochant le prolétariat irlandais du prolétariat britannique, dont la situation et l'histoire sont tellement proches, que pour poser à l'échelle de l'Europe la question de la politique menée au nom de la dette souveraine qui frappe, la Grèce, le Portugal et l'Espagne et bien au-delà !

6 février 2011.